

Irak/Suite à un attentat suicide Au moins 119 morts à Bagdad

AFP

Bagdad/Irak

Cette attaque, la plus meurtrière cette année dans la capitale irakienne, porte la signature de l'EI.

UN kamikaze du groupe jihadiste Etat islamique (EI) a fait exploser sa voiture piégée hier dans un quartier commerçant de Bagdad, tuant au moins 119 personnes, le bilan le plus lourd dans un seul attentat dans la capitale irakienne cette année.

L'attaque a frappé avant l'aube une rue bondée du quartier commerçant de Karrada, où de nombreux habitants faisaient leurs courses avant la fête marquant la fin du mois sacré musulman du ramadan, prévue en début de semaine prochaine.

Selon des responsables de sécurité, au moins 119 personnes ont été tuées et plus de 180 blessées dans l'attentat survenu une semaine après la perte par l'EI de son fief de Fallouja, à 50 km à l'ouest de Bagdad.

Le Premier ministre Haider Al-Abadi s'est rendu sur les lieux du drame et a promis de "punir" les responsables de l'attaque, selon son bureau, qui a ensuite annoncé trois jours de deuil national en hommage aux victimes.

La puissante déflagration a provoqué des incendies dans plusieurs immeubles et échoppes et les pompiers tentaient toujours, 12 heures après l'attentat, d'éteindre les flammes.



Photo : AFP

C'est dans une atmosphère de douleur mêlée à de la colère qu'ont eu lieu hier les funérailles des victimes de l'attentat de Bagdad.

Des hommes ont dégagé les corps de deux victimes de l'un des bâtiments en feu dans la rue jonchée de gravats et de débris. Hussein Ali, un ancien soldat de 24 ans, a affirmé que six employés dans un magasin appartenant à sa famille avaient été tués et leurs corps carbonisés.

"Je vais de nouveau rejoindre le champ de bataille. Au moins là-bas je connais l'ennemi et je peux le combattre. Mais ici, je ne sais pas contre qui je dois lutter", a-t-il dit à l'AFP.

SECURITE INEFFICACE. Dans un communiqué diffusé par SITE, le centre américain de surveillance de sites jihadistes, l'EI, une organisation radicale sunnite, a affirmé qu'un kamikaze irakien avait fait exploser une voiture piégée près d'un rassemblement de chiïtes, une communauté musulmane

majoritaire en Irak considérée comme hérétique par l'EI.

L'envoyé de l'Onu pour l'Irak Jan Kubich a condamné un "acte lâche et odieux aux proportions inégales".

Selon des responsables, une autre explosion s'est produite dans le quartier Al-Chaab dans le nord de Bagdad faisant un mort et quatre blessés, mais son origine était sujet à controverse.

Malgré ses revers militaires sur le terrain face aux troupes gouvernementales, l'EI a réussi à commettre des attentats sanglants au milieu de rassemblements civils.

Une vidéo postée sur les réseaux sociaux montre des hommes - en colère semble-t-il contre l'incapacité du gouvernement à empêcher le carnage à Karrada - lancer des pierres

sur un convoi présenté comme celui de M. Abadi. A l'étranger, le président français François Hollande a dénoncé comme "l'œuvre de criminels abjects" l'attentat et redit sa "détermination absolue à les combattre partout".

De son côté, le porte-parole du Conseil national de sécurité américain Ned Price a assuré que l'attaque "ne fait que renforcer notre détermination à soutenir les forces de sécurité irakiennes" face à l'EI.

La dernière attaque majeure de l'EI à Bagdad remonte au 17 mai : un double attentat contre deux quartiers avaient fait près de 50 morts.

Ces attaques témoignent de l'échec du pouvoir à mettre en place des mesures de sécurité efficaces à Bagdad, en dépit de l'aide de la coalition internationale dirigée par les Etats-

Unis, qui entraîne les forces irakiennes dans le cadre de la lutte antijihadistes.

Beaucoup mettent en doute l'efficacité des détecteurs d'explosifs, des barages autour de la capitale, du contrôle des papiers d'identité et de la fouille des véhicules.

CAPABLES DE FRAPPER. La nouvelle attaque est survenue après la perte par l'EI de son fief de Fallouja, tombé le 26 juin aux mains des troupes progouvernementales soutenues par la coalition internationale, après une offensive de plusieurs semaines.

L'EI s'est emparé en 2014 de larges pans du territoire mais il a depuis perdu du terrain au profit des forces gouvernementales.

La seule grande ville d'Irak que le groupe jihadiste contrôle encore est celle de Mossoul (nord) et plusieurs offensives ont été lancées ou sont en préparation pour tenter de la reprendre.

Vendredi, le Pentagone a annoncé la mort de deux chefs militaires de l'EI, dont "le ministre de la guerre adjoint du groupe" tués le 25 juin dans une frappe de la coalition près de Mossoul.

En juin, le directeur de la CIA John Brennan a affirmé que l'EI, malgré ses revers, gardait toutes ses capacités à commettre des attentats "terroristes".

Ce groupe jihadiste redoutable, qui occupe également de vastes régions en Syrie, est responsable de terribles exactions et de multiples attentats meurtriers dans le monde.

A travers le monde

• Australie/Politique. La première femme aborigène fait son entrée au Parlement

Une ancienne institutrice, Linda Burney, 59 ans, est devenue la première femme aborigène à entrer à la chambre basse du Parlement australien, en obtenant un siège pour l'opposition travailliste lors des élections samedi.

• Bangladesh/Violences. Massacres de 20 otages : les "certitudes" de Dacca



Photo : AFP

Le Bangladesh a assuré hier que le massacre de 20 otages, dont 18 étrangers, à Dacca avait été perpétré par les membres d'un groupe jihadiste local et a rejeté toute implication de l'organisation Etat islamique (EI).

• Etats-Unis/Politique. Hillary Clinton "ravie" d'avoir parlé au FBI au sujet de ses emails

Hillary Clinton s'est dite "ravie" d'avoir pu répondre samedi à la police fédérale (FBI) qui enquête sur son utilisation d'une messagerie privée lorsqu'elle était secrétaire d'Etat, mais a refusé de commenter des informations selon lesquelles elle ne sera pas poursuivie.

• France/Politique. Mort de l'ancien Premier ministre Michel Rocard

Michel Rocard, un socialiste réformiste qui fut à la tête du gouvernement français pendant trois ans (1988-1991) sous la présidence de François Mitterrand, est mort samedi après-midi à 85 ans dans un hôpital parisien, a annoncé son fils Francis.

• Pakistan/Inondations. 43 morts dans le nord

Des inondations provoquées par les pluies torrentielles de la mousson ont fait au moins 43 morts, pour la plupart dans un village proche de la frontière avec l'Afghanistan, ont annoncé hier des responsables.

• Syrie/Conflit. Al-Qaïda kidnappe un chef rebelle soutenu par Washington

Un groupe rebelle en Syrie soutenu par les Etats-Unis a accusé hier les jihadistes du Front al-Nosra, la branche locale d'Al-Qaïda, d'avoir kidnappé son chef et des dizaines de combattants après avoir attaqué ses positions dans le nord-ouest du pays.

• Turquie/Politique. Erdogan évoque la naturalisation des réfugiés syriens

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé que le gouvernement travaillait sur un projet qui permettrait aux réfugiés syriens d'obtenir la nationalité turque, une démarche susceptible d'attiser les divisions internes en Turquie qui accueille 2,7 millions de Syriens.

Grande-Bretagne/Politique

La bataille pour la succession de David Cameron se durcit

AFP

Londres/Grande-Bretagne

Reste que le ministre de l'Intérieur Theresa May s'impose de plus en plus comme la favorite.

AFFRONTEMENT à distance dans la presse et dans les talk-shows du d'hier matin : la bataille pour la succession du Premier ministre britannique David Cameron se durcit, alors que la ministre de l'Intérieur Theresa May s'impose de plus en plus comme la favorite.

Selon les médias britanniques, Mme May est déjà assurée du soutien d'une centaine de députés conservateurs sur 330 alors que leur vote démarre demain.

Cependant, ses principaux rivaux sont décidés à lui bloquer la route en arguant que le successeur de David Cameron, qui a démissionné après le vote des Britanniques pour sor-

tir de l'Union européenne, doit être issu du camp pro-Brexit. Or Theresa May a milité pour rester.

"Theresa est une candidate remarquable mais le pays a besoin d'être dirigé par quelqu'un qui croit vraiment aux opportunités qu'offre une sortie de l'UE", a déclaré sur la BBC la secrétaire d'Etat à l'Energie Andrea Leadsom, également candidate et qui a fait campagne pour le Brexit.

"Le prochain Premier ministre devra être quelqu'un qui a épousé cette vision de l'indépendance durant le référendum", a également affirmé le ministre de la Justice Michael Gove, dans une tribune dans le Sunday Telegraph.

Un sondage ICM pour le Sun on Sunday donnait toutefois un large avantage à la ministre de l'Intérieur parmi les partisans conservateurs : 46% d'entre eux considèrent qu'elle est la meilleure candidate pour remplacer David Cameron, contre 18% pour Michael Gove et 7% pour Andrea

Leadsom. 59% des personnes interrogées estiment en outre que le prochain Premier ministre ne doit pas forcément avoir défendu la sortie du Royaume-Uni de l'UE lors de la campagne du référendum.

"CONTROLLER LA LIBERTE DE CIRCULATION". "La course pour la succession de David Cameron pourrait ne pas être un marathon mais un sprint. Theresa May est déjà sortie des starting blocks, laissant ses concurrents pour morts", juge Martin Boon, de l'institut ICM, pour qui la ministre "est vue de manière écrasante comme la candidate la plus compétente".

Alors qu'Andrea Leadsom souffre d'un manque de notoriété, Michael Gove pâtit lui de sa réputation de "traître". D'abord à l'égard de son ami intime David Cameron en choisissant le camp du "Leave" (sortir), puis de son allié pro-Brexit Boris Johnson à qui il a donné le pion en annonçant sa candidature deux heures avant la confé-

rence de presse prévue par l'ex-maire de Londres pour a priori annoncer la sienne. Hier, M. Gove a répété sur la BBC qu'il ne pensait pas que Boris Johnson aurait pu diriger le pays. "J'ai eu le sentiment qu'il n'était pas prêt à relever le défi", a-t-il déclaré, estimant que le fait même qu'il ait renoncé à se présenter en disait long sur sa capacité à gérer l'après-Brexit.

Interrogé sur la chaîne ITV hier matin, Mme May a elle estimé que le pays avait besoin de davantage qu'un Premier ministre pro-Brexit. "Nous avons besoin de quelqu'un qui saura construire sur l'héritage de David Cameron" et parlera à tout le pays, a-t-elle dit alors que samedi des dizaines de milliers de Britanniques ont défilé dans le centre de Londres pour manifester leur opposition à un Brexit.

Concernant les négociations avec l'UE, elle a répété que si elle est désignée, elle ne comptait pas enclencher l'article 50, qui signera le divorce offi-

ciel d'avec Bruxelles, avant la fin de l'année.

"Il est important que nous trouvions le bon accord sur le contrôle de la liberté de circulation mais aussi pour le commerce de biens et services", a-t-elle ajouté, alors que les Britanniques ont voté en grande partie pour sortir de l'UE afin d'arrêter le flux de migrants en provenance d'Europe.

"Le Brexit nous a envoyé le message clair que nous ne pouvons pas laisser la liberté de circulation continuer comme avant", a-t-elle dit.

Mais les dirigeants européens ont déjà signifié à Londres que le marché unique allait de pair avec la liberté de circulation des citoyens européens.

Après désignation des deux finalistes au poste de Premier ministre le 12 juillet par les députés conservateurs, il reviendra aux quelque 150 000 militants conservateurs de se prononcer durant l'été, avant une annonce le 9 septembre.